**Modèle succinct de prise de position individuelle pour la consultation dans le cadre de la mise en œuvre de la motion 19.3633 « Créer un bureau de médiation pour les droits de l’enfant »**

Département fédéral de l’intérieur DFI

Inselgasse 1

CH-3003 Berne

par la voie électronique à [kinderjugend@bsv.admin.ch](mailto:kinderjugend@bsv.admin.ch) (version PDF & version Word)

Lieu, date ((date limite : 29 mars 2024))

**Prise de position sur la consultation « Modification de l’ordonnance sur l’encouragement des activités extrascolaires des enfants et des jeunes (OEEJ) » dans le cadre de la mise en œuvre de la motion 19.3633 « Créer un bureau de médiation pour les droits de l’enfant »**

Madame la Conseillère fédérale,  
Chère Madame Wüthrich,  
Mesdames et Messieurs

Par courrier en date du 15 décembre 2023 du Conseiller Fédéral Alain Berset, alors Chef du département, vous avez invité les milieux intéressés à prendre position au sujet de l’avant-projet et du rapport explicatif de l’objet susmentionné. Nous acceptons volontiers cette offre et vous remercions chaleureusement de nous en donner la possibilité.

((Nous vous prions de décrire dans votre prise de position individuelle la nature de votre organisation et votre activité spécifique. Expliquez clairement pourquoi la création d’un bureau de médiation national et indépendant pour les droits de l’enfant, avec une activité d’intermédiaire et de conseil juridique qui s’adresse aux enfants, est d’une importance capitale pour les enfants et votre organisation. Il est important que vous mettiez en avant non seulement la nécessité, mais aussi l’impact positif potentiel d’une telle institution sur les enfants et la société dans son ensemble, idéalement avec des exemples concrets tirés de votre pratique. Phrase de conclusion possible : C’est pourquoi le renforcement des droits de l’enfant en Suisse est pour nous une préoccupation centrale.))

Dans ce contexte, nous saluons le fait que le Conseil fédéral reconnaisse d’importantes lacunes en matière de justice adaptée aux enfants, mais nous regrettons qu’une proposition soit désormais mise en consultation alors que cette proposition n’est pas de nature à les combler: sur des aspects centraux, le mandat que le Parlement a donné avec la motion n’est pas rempli.

De notre point de vue, la proposition de modification de l’ordonnance sur l’encouragement de l’enfance et de la jeunesse (OEEJ) n’a pas grand-chose à voir avec la motion Noser. C’est pourquoi nous rejetons cette modification au titre de la mise en œuvre de la motion Noser. Nous enjoignons le département d’élaborer à la place un message législatif. Celui-ci doit répondre à l’essence même de la motion et à la demande législative, à savoir la création d’un bureau de médiation pour les droits de l’enfant afférent qui s’adresse effectivement aux enfants et leur permet d’accéder à la justice grâce à une activité nationale et indépendante d’intermédiaire et de conseil juridique.

Le besoin d’un tel bureau, qui, en contact direct avec les enfants, les aide à faire valoir leurs droits dans le cadre d’un contact direct, est clairement établi et n’est pas encore assuré de manière durable. Du point de vue de la subsidiarité également, il est clairement nécessaire d’agir au niveau national. Nous ne comprenons pas non plus l’affirmation selon laquelle les activités au niveau fédéral dans le domaine de la fonction d’intermédiaire et de conseil pour les enfants ne sont pas possibles sur la base de la Constitution fédérale.

((Compléments facultatifs, au besoin tirés du modèle détaillé)) De notre point de vue, il convient dans ce contexte de tenir compte en particulier des aspects suivants ou de les intégrer dans un message afférent:

* Xxx
* Xxx
* xxx

Pour le reste, nous nous rallions à l’avis détaillé de l’Office de l’Ombudsman des droits de l’enfant Suisse.

Pour d’éventuelles questions concernant notre prise de position, Nom et organisation se tient volontiers à votre disposition aux coordonnées suivantes : Adresse e-mail / numéro de téléphone.

Nous vous remercions de prendre connaissance de notre prise de position et de la prendre en considération, ainsi que de poursuivre votre précieux travail pour le bien des enfants en Suisse.

Meilleures salutations

**Organisation**

Titre Prénom Nom Titre Prénom Nom

Fonction Fonction